Que risque le Burundi à rejeter la commission d'enquête de l'ONU ?

Jeune Afrique, 28 novembre 2016 Bujumbura persiste et signe : pas de collaboration avec la nouvelle commission d'enquête des Nations unies. Une position qui fait craindre de nouvelles mesures de la communauté internationale visant à renforcer la pression sur les autorités burundaises. Les mots sont forts. Le ton est dur : « Les experts des Nations unies ne fouleront pas le sol burundais », a tranché Bujumbura. [Photo : Le président burundais Pierre Nkurunziza et le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, le 22 février 2016 à Bujumbura.]

Samedi 26 novembre, le rendez-vous était donné aux militants du régime et aux autorités pour venir manifester dans les rues de la capitale, dire au monde que la nouvelle commission d'enquête des Nations unies chargée de faire la lumière sur les crimes commis depuis avril 2015 est indésirable. Une décision qui jette le doute sur l'avenir de la commission. « Si le gouvernement refuse sa venue, elle ne viendra pas parce que les autorités pourraient lui refuser l'accès au territoire », réagit Filip Reyntjens, président du Centre d'études de la région des Grands lacs à l'Université d'Anvers, en Belgique. Et le professeur évoque aussi un autre scénario, très improbable selon lui : « Je pense que le Conseil de sécurité pourrait forcer l'entrée de la commission sous protection militaire en vertu du chapitre 7 de la Charte. Théoriquement c'est possible, mais improbable dans la pratique. D'autant plus que la Russie et la Chine utiliseraient le veto ». L'engagement de l'UE Le durcissement de ton des autorités burundaises continue à faire réagir les chancelleries occidentales. Un diplomate qui souhaite rester anonyme avance déjà l'intention de l'Union européenne de revoir son engagement financier en cas de statu quo. « Il est probable que l'UE prenne la décision le 17 mars 2017 de ne plus payer les militaires burundais qui sont en Somalie », dit-il. Pour lui, Bujumbura se tire une balle dans le pied et son entêtement risque d'avoir des conséquences négatives sur une économie déjà aux abois suite à la suspension budgétaire. « Si le gouvernement continue à s'enfermer sur lui-même, l'Union européenne risque de se suspendre de projets, après avoir déjà mis environ 55 millions d'euros dans la santé et l'énergie », prévient-il. Préoccupé les autorités, apparemment. Evariste Ndayishimiye, secrétaire général du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, affirmait déjà samedi 26 novembre dans le sud du pays devant ses militants que le Burundi, ne faut-ce qu'avec ses eaux du lac Tanganyika, était un eldorado faisant vivre l'Occident. Armel Gilbert Bukeyenzeza